

Cass

FRC

2957

DES CAPITAINERIES,

ET

EN PARTICULIER

De celle de Fontainebleau.

DES CANTINIÈRES,

ET

EN PARTICULIER

De celle de l'Université.



NOUVELLES VUES SUR LES CAPITAINERIES, ET EN PARTICULIER

De celle de Fontainebleau.

L'EXERCICE de la chasse a été, dans tous les temps, d'autant plus commun, que les Nations ont été moins civilisées. C'étoit l'occupation des Peuples barbares & grossiers, comme elle est encore celle des Sauvages. Aujourd'hui on rougiroit d'être appelé un grand chasseur, mais on se fait une gloire de posséder un talent agréable qui puisse l'être dans une Société.

Nous n'examinerons point, dans ce moment, si cet exercice est capable d'entretenir une humeur martiale, & si une humeur martiale, pour ne pas dire, destructive de son semblable, est absolument nécessaire dans un Gouvernement agricole. Nous dédaignons de savoir si la chasse est un appanage particulier à la Noblesse; mais nous ferons une remarque digne de toute l'attention:

c'est que la chasse met en société l'homme & le vautour, comme si par cette association elle vouloit assimiler l'un à l'autre. Nous serions plus portés à rechercher si la conservation de quelques privilèges abusifs doit entrer en parallèle avec les inconvéniens, les jalousies, les dissensions, les injustices, les atrocités qui en résultent tous les jours; si la conservation exclusive d'un pur amusement doit être suivie d'une chose fâcheuse, d'une peine infamante; s'il est juste qu'un honnête particulier, lorsqu'il a même fallu réprimer par des loix la fureur de la chasse dans le privilégié, fût dévoué à l'ignominie, pour avoir voulu se livrer un instant à cet exercice; s'il est dans l'ordre & de la nature & de la raison, qu'on condamne aux galères un agriculteur qui, voyant ses moissons dévastées, ses espérances ruinées par des animaux de toute espèce, a pris les moyens convenables de s'opposer à ce ravage. Nous ignorons si un amusement, qui produit tant de maux, mérite une exclusion privilégiée; si cet art est très-utile, & sur-tout s'il doit être très-honoré. Mais nous laisserons de côté toutes ces questions, qui, bien qu'intéressantes, n'entrent point dans nos vues actuelles. Nous nous bornerons à dire que la chasse, en tant que privilégiée, restreint

les droits naturels de l'homme, & les droits positifs du Citoyen, en ce qu'elle altère ceux de la propriété, & trouble le repos de la société, & la paix des familles.

Dans les premiers âges de la Monarchie, nous ne parlons point des anciens Peuples, il n'y avoit aucune loi qui mît des bornes à la liberté de la chasse. Tout propriétaire avoit le droit de chasser sur ses propres terres, & le Roi lui-même ne l'exerçoit que dans ses forêts & sur ses domaines particuliers : la perte de ce droit est due à ce reste impur de féodalité, que les Peuples, encore tout étonnés, viennent de voir consacrer dans un Mémoire imposant par le nom des auteurs.

J'ai dit que les Rois se contentoient de chasser exclusivement dans leurs forêts & sur leurs domaines; mais à ce droit particulier, ils joignoient, comme Rois, celui de la concurrence sur les autres terres du Royaume. Là se borroit leur privilège, sans qu'ils pussent réclamer la propriété de la chasse hors de leurs forêts, & de leurs domaines.

Ce fut François I, qui en 1538, commença, de son autorité, à mettre des cantons en réserve. La condescendance de quelques Seigneurs voisins,

sur les terres desquels il établissoit ses réserves ; la fatale sécurité des autres , la foiblesse ou la timidité des propriétaires , qui peut-être se laisserent bercer , comme il n'est que trop ordinaire , de perfides espérances , & n'entrevinrent point les calamités attachées à la prise arbitraire de ces mesures , enhardirent un Monarque impérieux & despote.

Insensiblement le goût pour la chasse ayant dégénéré en passion chez les Princes , ce goût donna lieu à une augmentation de cantons en réserves , sous le nom de *Capitaineries* : le crédit des Grands , leur intérêt les firent ensuite multiplier , & bientôt elles acquirent un degré d'étendue , à proportion que les grands de la Cour furent plus ou moins puissans , & aussi suivant que les Capitaines furent plus ou moins assurés de l'impunité , ou d'être plus ou moins soutenus dans leurs entreprises.

Et à quel excès ne devoient point aller les usurpations de ces Capitaines ! Le sage , le vertueux Fénélon nous l'apprend , lorsqu'il disoit à son auguste Élève. » On établit des Capitaineries » de chasse , où les Capitaines , accrédités auprès » du Prince , ôtent la chasse aux Seigneurs dans » leurs propres terres , jusqu'à la porte de leurs

» Châteaux, & font mille vexations au pays. Le
 » Prince n'en fait rien, & peut-être n'en veut
 » rien favoir. C'est à vous de favoir le mal qu'ils
 » font. Informez-vous de la vérité, & ne souffrez
 » pas qu'on pousse trop loin votre autorité ;
 » écoutez favorablement ceux qui vous en repré-
 » sentent les bornes ».

(*Direct. pour la conscience d'un Roi. Direct. 26.*)

Ces leçons données indirectement à Louis XIV,
 & peut-être aussi l'excès des vexations détermi-
 nèrent ce Prince, en 1699, à supprimer 56
 Capitaineries ; & en les supprimant, il *restituait*,
 disoit-il, *aux Seigneurs leurs plus beaux droits,*
droits qui leur étoient acquis par les ordonnances,
& aux propriétaires la liberté de leurs champs ;
il déliroit, ajoutoit-il, les uns & les autres des
vexations dont ils étoient victimes.

Louis XIV, par cet acte de justice, ne faisoit
 que rendre au Peuple ses droits, & il eut été
 à désirer qu'il eut étendu plus loin sa prévoyante
 police sur le fait des chasses, puisqu'il reconnoissoit
 des vexations dans l'exercice de l'autorité confiée
 aux Capitaines. Il eût été mieux encore qu'il
 n'eût pas conservé 14 Capitaineries (1). Car c'é-

(1) On compte aujourd'hui quinze Capitaineries, sans

toit priver les Seigneurs de leurs droits, de ces mêmes droits qu'il *déclaroit leur être acquis par les ordonnances*. C'étoit exercer la continuation d'un acte injuste ; c'étoit consacrer la servitude des Peuples, les abus, les vexations des préposés à la conservation de ses Capitaineries, c'étoit enfin réduire les Peuples à un état de misère dont rien n'approche.

Comment accorder la remise qu'il faisoit de la liberté aux Propriétaires, la tranquillité des Cultivateurs, avec cette continuité d'abus qui se perpétuoient dans les Capitaineries conservées, avec ces défenses, dont la moindre infraction sert de prétexte aux plus monstrueuses injustices ? Il les laissoit tous à la merci de ses Capitaines ; tous étoient soumis à ces vexations dont il accusoit lui-même les Officiers, de ce qu'on osoit appeler dès-lors *ses plaisirs* ; & Louis XIV parloit de rendre la liberté aux Propriétaires ! Ah ! Il paroît bien étonnant qu'on ait gardé le silence sur autant d'attentats !

y comprendre celles des appanages & des plaisirs des Princes. On frémit d'indignation quand on songe aux atrocités qui se commettent dans ces dernières Capitaineries. Nous espérons les mettre incessamment sous les yeux du Public.

Cette chaîne du pouvoir arbitraire s'est prolongée jusqu'à nous, sans qu'aucune réclamation publique se soit fait entendre dans le Conseil du Monarque, où toujours une voix isolée est étouffée par le crédit & l'intrigue.

Mais aujourd'hui que tous les abus sont assurés d'être poursuivis, que les droits des Peuples vont être vengés de leur outrage, aujourd'hui que la Nation revendique ses droits avec cette fermeté qu'inspire le sentiment intime de sa dignité, aujourd'hui qu'elle est rendue à sa liberté primitive, ce seroit méconnoître la justice de ses demandes, ce seroit douter de la pureté des intentions du Monarque, que de croire à une plus longue prolongation des abus, à l'atrocité des vexations qui s'exercent en son nom. S'il n'est plus au pouvoir du Prince d'altérer la plénitude des droits de propriété, il ne sauroit non plus maintenir l'existence des Capitaineries, écraser les Propriétaires voisins de ces Capitaineries, par une continuité d'usages introduits dans des temps barbares (1), d'usurpations faites par une volonté

(1) On m'a objecté que les droits de chasse appartiennent aux Princes, comme étant attachés à leur appanage, & on m'a fait grâce des concessions qui leur avoient

arbitraire, & cimentées par l'ignorance & la crainte. Le Prince ne sauroit se jouer de la déclaration d'une reconnoissance, tandis que, dans le fait, pour ses seuls plaisirs, les propriétés seroient attaquées indirectement.

Ayons donc le courage de le publier hautement, maintenant qu'il est permis de déchirer le voile de l'erreur : les Capitaineries sont de tous les fléaux, le plus dangereux, puisqu'elles stérilisent toutes les propriétés qui ont le malheur d'être leur enclave, & même de les avoisiner. C'est un fléau perpétuel, cent fois pire que la guerre, la famine, & la grêle. Ces fléaux dévastent une contrée, il est vrai, mais au moins, ils ne sont que passagers. La main de la bienfaisance en adoucit, en calme la rigueur ; tous les papiers annoncent à l'envi ces calamités, & bientôt l'humanité vole au secours de l'infortune. Mais une

été faites pour *leurs plaisirs*. Qui a fixé les appanages ? Que celui qui accorde tout, saura bien réduire ses dons à leur juste valeur ! Attendons la grande Assemblée Nationale. Ah ! ne devoit-on pas céder à la justice plutôt que d'y être forcé par la loi impérieuse de la nécessité : & qu'on ne s'y trompe pas ; ce ne sera point un dépouillement mais une restitution, une reprise de droits.

Capitainerie porte la terreur dans tout le canton ; jusques dans les familles les plus honnêtes ; l'observateur le plus rigide des réglemens est toujours en crainte, comme étant subordonné aux caprices , aux mauvaises intentions ; à l'intérêt d'un subalterne ; il en est bien autrement lorsqu'il est dévoué à la haine d'un Officier supérieur : une Capitainerie est, pour tout le pays, la calamité de tous les ans, de toutes les saisons, de toutes les propriétés. Quatre fois l'année, l'Agriculteur trouve son champ dévasté ; & au temps de la moisson , il ne lui reste que l'impôt, le seul impôt à payer. Encore si dans l'excès de son malheur, un Monarque sensible accordoit un adoucissement proportionné à la rigueur de sa situation ! mais non : il faut payer, & cela sans remise, *quoi qu'il représente* (1).

Tel est le sort de plus de 200 Paroisses &

(1) Quelques remises que l'on fasse sur les impositions, elles seront toujours inférieures aux pertes que souffre l'agriculteur. Mais le Monarque ignore l'excès des dégâts, & on a grand soin de lui dire que, pour le surplus, on fait une remise sur les impositions des Paroisses enclavées dans les Capitaineries. Nous développerons ce point dans notre grand Mémoire.

hameaux de la Capitainerie de Fontainebleau, la plus vaste de toutes les Capitaineries, puisqu'elle s'étend sur une circonférence de 10 lieues de long & de 9 de large. On peut dire avec certitude, qu'elle est la plus tyranniquement gouvernée. Nous ne parlerons point des vexations du Capitaine, des exactions de ses Lieutenans, des concussions des subalternes. De premières *observations* sur les *Capitaineries*, ont dénoncé la plupart de ces abus (1) : il suffit de dire que le Capitaine est un de ces *hommes durs, hautains, & entreprenans*, dont parloit si énergiquement Fénélon ; que ses Lieutenans, précieux à son caractère, par-

(1) Une personne, connue autant par son patriotisme que par ses connoissances, a trouvé quelque inexactitude dans certains faits, & trop d'adoucissement dans d'autres. L'intention de l'Auteur des *Observations* avoit d'abord été de réveiller les esprits de leur profond engourdissement. Son Mémoire a paru produire quelque effet, puisqu'on assure que l'Administration s'occupe, en ce moment, d'un travail général sur toutes les Capitaineries, & sur chacune en particulier. Mais il restera toujours à *dire & à faire*, tant qu'on ne les supprimera pas. Ainsi l'Auteur invite cette personne, cet ami de l'humanité & du Peuple, à vouloir concourir avec lui au bien qu'il se promet d'un plus ample détail sur les Capitaineries.

tagent la surintendance de cette Capitainerie, & en sont les véritables oppresseurs; que les subalternes, enfin, jaloux de l'espèce d'autorité que leur donne la cupidité de ces officiers, l'exercent avec tout l'abus qu'exige leur intérêt commun. Qu'on dise donc quel doit être l'espoir des malheureux qui se trouvent dans l'étendue de cette Capitainerie?

On accuse l'Auteur des *observations*, de libellisme & de calomnies; mais quel est son crime? D'avoir dénoncé des abus, des vexations que la timidité des particuliers, que l'ignorance des Agriculteurs, que la crainte de chacun empêchoient d'exposer au grand jour. Il n'est point de personnage assez fort de sa propre vertu, capable de contenir l'élan généreux de son patriotisme; ses observations n'ont point excité de réclamations, & les coupables dénoncés n'ont pas même osé en affoiblir la vérité? Mais s'il est un reproche à lui faire, c'est celui de ne s'être pas élevé avec une plus vive indignation, contre la multitude infinie de vexations en tout genre, contre l'odieux du régime, contre les dilapidations *forestières*, contre ces réglemens *purement arbitraires*, qui forcent le Cultivateur à garnir son champ de cinq épines par arpent,

& de les y entretenir toute l'année; d'établir dans la terre un buisson d'épines sèches de 8 , 10 pieds quarrés, ce que l'on appelle un *halier*, pour servir de retraite au gibier à défaut de garenne, afin que, de cet abri inabordable, le gibier puisse consommer plus tranquillement ses moissons; contre ces ordonnances arbitraires, en vertu desquelles les Officiers de Capitaineries s'emparent, d'*autorité*, d'un terrain pour en former une remise; contre ces prétendus réglemens qui privent tout Cultivateur du droit naturel de purger son emblavure des mauvaises herbes qui l'infectent & empoisonnent ce qui a échappé au ravage des cerfs, des sangliers, des lapins & des perdrix; contre ces réglemens iniques, qui le réduisent à perdre son pré par ces défenses, autant rigoureuses qu'injustes, de le faucher avant le 24 Juin de chaque année, & cela pour des œufs de perdrix qui souvent n'y sont pas. Oui, ne cessons de le dire, afin que tant de vérités frappent enfin toute l'attention générale: les Capitaineries sont le véritable fléau de l'agriculture; & la Capitainerie de Fontainebleau a ce malheureux avantage sur les autres, qu'elle fait la désolation de plus de cent mille Sujets du Roi, réduits à cette cruelle alternative, ou de laisser leurs terres incultes, ou de

voir leurs moissons dévastées, & de perdre ainsi les fruits de leurs travaux & de leurs dépenses (1).

Sans entrer dans de plus amples considérations, il est constant que l'arrondissement des Forêts du Roi, & en particulier celui de la Forêt de Fontainebleau, suffiroient à la chasse du Roi. Qu'il soit défendu à tout particulier d'y chasser, sans permission, rien de plus juste ; mais en même temps l'équité doit accorder à tout Propriétaire la liberté, non-seulement d'écarter, mais de tuer, s'il le faut, les animaux qu'il trouveroit dans ses champs. A la réserve des Forêts du Roi, joignons le droit de concurrence sur les autres terres du Royaume. Il est inutile d'ajouter que tout dégât extraordinaire, car les Rois ne chassent pas comme les Particuliers, sera sujet à un dédommagement proportionné. Il seroit de la gloire d'un Roi de se soumettre à la Loi commune.

(1) Le Cerf est multiplié à un tel point, qu'à plus de 3 ou 4 lieues de Fontainebleau, on en rencontre, dans les champs, des troupes de 20, 30. & 40 à-la-fois.

Quant au Lapin, la quantité en est si effrayante, que déjà, dans la plûpart des campagnes, on croiroit que les champs n'ont point étéensemencés cet Automne. On les voit par milliers.

Si nous nous sommes élevés un peu tard contre le régime odieux des Capitaineries, contre l'infraction faite au droit sacré de la propriété, c'est que les abus ont un terme ; & il est temps d'y mettre des bornes. Le Roi, dans cet instant, veut connoître la vérité ; & on ne sauroit trop se hâter de la présenter sans détour, & avec l'énergie d'une ame blessée par tant d'injustices, par tant d'atrocités. Il ne permettra plus, aimons à le publier, qu'on abuse de son autorité. Il écartera même de sa personne, ces hommes *entreprenans* qui l'ont fait servir jusqu'à présent à leurs usurpations personnelles. Il rendra à ses Sujets la liberté que Louis XIV ne leur avoit fait qu'entrevoir ; ils les délivrera de l'oppression révoltante des Capitaineries, & n'attendra pas, pour cet acte de justice, qu'il lui soit demandé plus solennellement.